

« Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. » Antonio GRAMSCI



Nos camarades de l'URC à la manifestation de soutien à Georges Ibrahim Abdallah à Paris le 8 février

ÉDITO : Où en sommes-nous et que faire ?

Le 5 février dernier se tenait un Conseil national élargi. Une introduction au débat y était présentée, en voici, ci-dessous, les grandes lignes.

La situation sociale dans l'arc impérialiste est d'une gravité sans précédent. Ainsi, pour la France seule, ce ne sont pas moins de 300 000 emplois qui sont menacés et à cela s'ajoutent la baisse du pouvoir d'achat, la continuation des attaques sur la protection sociale, la politique de mal-logement au point que la France vient de battre son record de SDF avec le chiffre de 350 000...

De plus, nous l'avons dit, la guerre est à la fois une nécessité à l'international pour continuer le pillage des richesses des pays dits émergents, mais c'est aussi la seule porte de développement et de profit du capital dans la production intérieure pour laquelle il pille allègrement les budgets des États.

Ainsi, l'appareil d'État est au service du capital, comme il ne l'a jamais été sans doute depuis le début de son développement au 19ème siècle.

Pour imposer ses attaques, le capital n'a pas d'autre choix que d'imposer la désinformation, de casser les solidarités y compris familiales, et de réprimer toutes celles et ceux qui contestent ses choix.

La guerre idéologique est d'autant plus forte que ce qu'il est convenu d'appeler la gauche ne la mène pas ou pas suffisamment. Du coup, le capital peut réprimer plus facilement les contestataires et leur interdire de parler. Nous sommes arrivés à un moment de l'histoire où les bourgeoisies ne peuvent plus faire avec quelconque forme de démocratie : elles choisissent la dictature. Et la couleur politique déclarée importe peu. De ce point de vue, Macron n'est pas différent de Trump sur l'autoritarisme qui découle des mêmes choix économiques. (suite p. 2 =>)

SOMMAIRE

p.1-2- Édito

p.2-3 : Bayrou 1er Ministre, nouvelle étape d'un "coup d'État" antidémocratique

p. 4-5 : Loi dite "pour le plein emploi" : introduire le travail gratuit pour pallier la crise des taux de profit

p. 6-7 : Mayotte : Le temps de la dignité et de l'autonomie

p. 8-9 : Le Festival Mondial de l'Internationale antifasciste de Caracas

p. 9-10 : Enjeux impérialistes et politique du chaos

p. 11 : À lire

p. 12 : Mobilisation pour la libération de notre camarade Georges Ibrahim Abdallah

(suite édito)

Ce refus de mener la bataille idéologique désarme le peuple qui ne se reconnaît plus dans ce camp qui a été le sien et il déserte tout à la fois la rue et les urnes.

La rue parce qu'il n'y a pas d'appel clair à la bataille générale coordonnée, **les urnes** parce que les erreurs et les manœuvres ont enlevé chez lui tout espoir en un changement par cet outil.

Dans ces conditions que peut et doit faire l'URC ?

Tout d'abord, en ayant conscience de notre modeste place, même si la fusion a fait grandir nos effectifs et suscite des adhésions nouvelles, nous devons œuvrer encore et toujours pour **le rassemblement et l'expression des communistes** dans toute leur diversité.

Ensuite, il nous faut avoir en tête que face à la fascisation, l'histoire nous apprend que seuls les communistes ont fait face, pendant que la social-démocratie se couchait devant elle. Cela nous impose de **nous affirmer et d'affirmer notre ligne**.

S'affirmer pour résister, et c'est le 3^{ème} axe de notre tâche à accomplir, cela veut dire **être compris** pour pouvoir mobiliser. Cela veut dire **s'adresser au peuple** et pas seulement aux convaincus. Au peuple des entreprises, des quartiers populaires, de la ruralité et des lieux publics, afin d'élargir le rapport de force. Dès à présent les membres de l'URC vont s'y employer et Le Manifeste que vous avez entre vos mains participe de cette bataille pour la reconquête du progrès social, la paix et la liberté (1).

(1) Extrait de la contribution au débat de Charles Hoareau.
(texte complet :
<https://ancommunistes.fr/spip.php?article7465>)

« LE MANIFESTE », journal de l'URC



urc@communistesdefrance.fr



unionreconstructioncommuniste



URCommuniste



rassemblementcommuniste.fr

URC
union pour la
reconstruction
communiste

FRANCE

Bayrou 1^{er} Ministre, nouvelle étape d'un "coup d'État" antidémocratique

Chacun s'en souvient : en juin dernier, Macron a provoqué des élections législatives anticipées et il les a perdues (150 sièges pour la coalition de la « Majorité présidentielle » contre 245 sièges en 2022). Malgré cela, il s'entête à refuser de nommer un premier ministre issu de la coalition arrivée en tête (le NFP), contrairement à la pratique habituelle dans toutes les « démocraties » parlementaires occidentales.

Cela jette une lumière crue sur la réalité de la « démocratie » sous le capitalisme, quand le résultat ne convient pas aux puissants. Nous nous souvenons de la victoire du NON au référendum contre le Traité Constitutionnel Européen (TCE) le 29 mai 2005 — dont nous célébrerons les 10 ans cette année — et du contournement du vote populaire par un vote du Parlement en 2008 sur un texte quasi similaire, le « **Traité de Lisbonne** ».

Nous avons vu aussi un 2^{ème} **tour des Présidentielles annulé le 6 décembre dernier en Roumanie**, par une décision de la Cour constitutionnelle roumaine deux jours avant le vote ! L'argument principal : le positionnement « pro-russe » d'un des candidats et des soupçons d'ingérence russe...

« On l'a fait en Roumanie, il faudra le faire si nécessaire en Allemagne » a déclaré le 9 janvier dernier Thierry Breton, ancien représentant français à la Commission européenne à Bruxelles : ici, il visait non plus le bouc-émissaire russe, mais l'interventionnisme d'Elon Musk en faveur de l'AFD (extrême-droite) dans les élections législatives à venir en Allemagne. « Faisons appliquer nos lois en Europe lorsque celles-ci risquent d'être circonvenues » ajoutait-il. Nous voilà donc prévenus : aucun militant de gauche véritable ne peut avoir d'illusions sur le fait que « ceux d'en haut » sont prêts à tout pour se maintenir en place, à plus forte raison s'ils font face à une contestation organisée de « ceux d'en bas ».

(suite p. 3 =>)

FRANCE

Ainsi Macron, battu en juillet dernier, tente de se maintenir coûte que coûte, en proposant des coalitions entre les macronistes et la droite parlementaire... en comptant sur l'abstention bienveillante du RN : ce fut la première tentative Barnier, c'est à présent une seconde tentative avec Bayrou.

La particularité de cette seconde tentative est qu'elle vise, pour se passer de l'étreinte du RN (qui a pourtant avalisé le choix de Bayrou), à **débaucher l'aile droitière du Nouveau Front Populaire, le PS** : celui-ci est engagé dans la recherche d'un accord de « non-censure » du gouvernement Bayrou, c'est-à-dire d'un compromis avec l'alliance du macronisme et de la droite. Et quelle droite ! À l'image de Retailleau, homme de la charnière droite/extrême-droite, placé au Ministère de l'Intérieur.

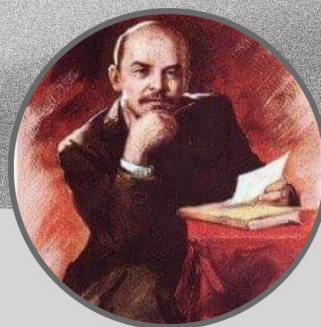
Cette « grande coalition » en préparation, qui irait du PS à LR — quand bien même ça ne serait qu'au nom d'une « non-censure responsable » — **paverait la voie au RN qui ne peut que se frotter les mains**. Et ce d'autant plus qu'il ne faut pas compter sur Bayrou pour s'opposer frontalement au RN, bien au contraire !

En 2022, au nom de la “démocratie”, Bayrou a accordé son parrainage à Marine Le Pen pour la présidentielle. Tout récemment, en novembre, devant le risque pour Marine Le Pen d'être condamnée à 5 ans d'inéligibilité avec exécution provisoire dans le procès des assistants parlementaires européens, Bayrou était monté au créneau pour dénoncer cette atteinte à la « vie démocratique », Darmanin allant dans le même sens (est-ce pour cela qu'il a été placé à la Justice ?).

A présent, Bayrou en vient même à parler de « submersion migratoire », allant clairement et explicitement sur le terrain du RN.

Que Bayrou tienne grâce au soutien de LR et du PS, et/ou grâce à la bienveillance du RN, la situation montre un pourrissement de la démocratie bourgeoise : **« ceux d'en haut » ont de plus en plus de mal à gouverner**. Alors que les attaques du capital sont de plus en plus dures, comme le montre la multitude de plans de licenciements, alors que Macron et l'UE, dans la roue des impérialistes états-uniens, nous poussent à la guerre de l'OTAN contre la Russie, **il apparaît que la bourgeoisie n'a, comme « alternative » à sa crise politique, que le fascisme incarné par le RN** en France ou des grandes coalitions qui, elles-mêmes, ne peuvent que favoriser le fascisme. Les récentes déclarations de Bernard Arnault, de retour des États-Unis, critiquant les rares mesures de taxation du Capital du projet de budget 2025 et vantant les mesures de la nouvelle administration de Donald Trump, n'en sont qu'une preuve supplémentaire.

Il est temps d'ouvrir une alternative radicale à gauche !



“ Le fascisme est le capitalisme en décomposition. ”

LÉNINE

Loi dite "pour le plein emploi" : introduire le travail gratuit pour pallier la crise des taux de profit

La loi dite "pour le plein emploi" est entrée en vigueur sur l'ensemble du territoire au 1^{er} janvier 2025. Désormais tous les travailleurs inscrits à France Travail — qu'ils perçoivent l'indemnisation chômage ou le RSA — devront signer "un contrat d'engagement" mentionnant l'obligation d'effectuer au minimum 15h d'activité par semaine, au risque de voir leurs allocations suspendues (le temps de revenir à la raison et de respecter leurs "engagements"), avec contrôle hebdomadaire.

Les activités comprises dans le contrat d'engagement sont nombreuses et de natures diverses mais peuvent être regroupées en trois grandes catégories :

1. Effectuer des actes en vue de retrouver un emploi
2. Se reconvertir vers un métier "en tension"
3. Lever les «freins» au retour à l'emploi.

Pour justifier cette loi, le gouvernement s'appuie sur la nouvelle rhétorique patronale des postes "vacants" et des secteurs "en tension". À les entendre, l'économie tournerait au ralenti et de nombreux entrepreneurs seraient condamnés à la faillite **par la faute** de milliers de chômeurs préférant vivre de la "charité publique" plutôt que de participer à l'effort productif de la nation. Il serait donc temps de les "remobiliser".

Or, un bref regard sur les chiffres suffit pour démonter cette propagande du Capital : la moitié des postes "vacants" sont en réalité déjà occupés. Les secteurs dits "en tension", quant à eux, sont ceux qui comptent le plus de contrats précaires (voire ultra précaires) et sont donc — mathématiquement — toujours en tension puisque la demande de main d'œuvre se renouvelle sans cesse.

En réalité, il s'agit peu ou prou pour le gouvernement de se faire le relais des besoins immédiats en main-d'œuvre du patronat, aux conditions qu'il impose, via un système de contrainte et de chantage à l'allocation.

En pleine crise systémique, le capital financier occidental œuvre sans relâche afin d'imposer, par tous les moyens, une baisse du prix de la force de travail des travailleurs dans les pays du Nord. Pour ce faire, avec la complicité de gouvernements dont il est le commanditaire et au nom de la "compétitivité" et de "la lutte contre le chômage de masse" (autre nom d'un vaste chantage à l'emploi), il a développé au fil du temps un très grand nombre d'instruments : exonérations de cotisations sociales (directement corrélées aux attaques actuelles contre notre système de santé, de retraite, etc.), non-indexation des salaires sur l'inflation, flexibilisation grandissante du "marché du travail", facilitation des licenciements, etc.



©Aster - www.dessindepresse.com

Depuis les années 1970 et l'apparition des contrats TUC, les gouvernements ont réussi à imposer aux travailleurs toute une série de "contrats" ou "dispositifs" largement dérogoires au Droit du travail et créés spécialement pour eux. Des jeunes avec les services civiques ou les contrats d'apprentissage, aux travailleurs seniors avec le nouveau CDI seniors, en passant par les travailleurs en situation de handicap, avec la création des ESAT et "l'insertion par l'activité économique", personne n'est épargné. Ce, au grand bénéfice du patronat qui, non content de se gaver d'aides en tout genre, peut dès lors se flatter de participer à cette grande aventure philanthropique qu'est l'aide à "l'insertion professionnelle" des publics "fragiles".

(suite p. 5=>)

FRANCE

Mais ne nous y trompons pas, cette loi n'est pas la simple continuité des dispositifs antérieurs. Au contraire, elle opère un véritable saut qualitatif en ouvrant, aux employeurs du public comme du privé, une possibilité inédite : **le recours au travail gratuit**.

Car si le gouvernement insiste sur le volet "activités d'insertion", ce qui constitue l'essence de la loi dite du "plein emploi" est bien "l'insertion par l'activité économique" et "l'allocation contre bénévolat". Il n'y a qu'à écouter les déclarations récentes des patronats de l'agriculture et de la métallurgie pour s'en convaincre. **Ainsi, le groupe Stellantis veut faire appel à des bénévoles pour travailler dans son usine à Hordain alors même qu'il supprime 250 postes d'intérimaires à La Jannis** (sans compter les plans de licenciements en cours chez ses sous-traitants). Pour Cédric Brun, secrétaire de l'UD CGT 59 en charge des questions industrielles, *« L'idée est de toujours faire travailler plus gratuitement les salariés, notamment ceux qui n'ont pas la possibilité de refuser les tâches les plus ingrates et difficiles. »*

Alors que la France connaît une vague de suppression d'emplois sans précédent (300 000 pour 2025) et que le plan d'austérité que cherche à nous imposer le gouvernement nous promet des suppressions de postes massives dans la Fonction publique, l'associatif ou encore la culture, etc., les travailleurs en poste ont du souci à se faire. Si l'explosion du secteur de l'intérim et la généralisation de la précarité avait considérablement limité leur capacité de mobilisation pour arracher des augmentations de salaire (ou simplement conserver l'existant), qu'en sera-t-il lorsqu'ils seront directement concurrencés par des « travailleurs » sans droit aucun et prêts à tout pour ne pas perdre leur 600 ou 900€ mensuels ?

La loi « pour le plein emploi » est donc un maillon essentiel dans la stratégie du Capital pour mettre au pas les travailleurs de France et imposer un nouveau partage de la valeur



entre le Capital et le Travail afin de maintenir ses taux de profit. Elle en est même peut-être actuellement le maillon principal.

Or, force est de constater que la lutte contre cette loi et ses conséquences n'est pas une priorité dans l'agenda politique des organisations politiques et syndicales progressistes. Dans la mesure où elle ne touche directement, en théorie, que la composante de notre classe réputée la moins organisée et ayant le moins de capacité d'action contre le patronat — les chômeurs et les travailleurs précaires — son impact et sa dangerosité pour l'ensemble des travailleurs est largement sous-estimée. Et c'est bien sur cette sous-estimation que compte le Capital pour lui laisser le temps de déployer ses effets.

En tant que communistes, nous avons le devoir à la fois d'analyser la stratégie du Capital pour augmenter l'exploitation de notre classe mais également d'agir rapidement pour la contrecarrer.

Cela ne peut passer que par un travail de conscientisation de tous les travailleurs, avec ou privés d'emploi, sur les attaques directes contre leurs salaires et leurs conditions d'existence, mais également indirectes, qui les prennent de revers.

C'EST POURQUOI L'URC APPELLE L'ENSEMBLE DES COMMUNISTES À RENFORCER LA BATAILLE CONTRE LA MISE EN PLACE DE LA LOI POUR LE PLEIN EMPLOI, PAR UN TRAVAIL D'ORGANISATION SOUTENU DES TRAVAILLEURS PRIVÉS D'EMPLOI MAIS ÉGALEMENT DANS LES ENTREPRISES ET LES QUARTIERS.

Mayotte : Le temps de la dignité et de l'autonomie

Bien sûr le Droit international et la notion même de nation exigent le retour de Mayotte dans des Comores souveraines. En attendant, il y a tout ce que la puissance coloniale a détruit, y compris dans les têtes. Nouriati nous donne ici une réflexion sur la réalité vécue par les Mahorais et les perspectives à construire [NDLR avec l'accord de l'autrice].



Depuis le référendum de 1974, Mayotte a pris un chemin différent de celui des autres îles des Comores (Anjouan, Mohéli, Grande Comores), créant ainsi un conflit diplomatique durable avec la France.

Le 22 décembre 1974, un décret issu des accords du 15 juin 1973 a posé la question suivante aux habitants des Comores : "Souhaitez-vous que le territoire des Comores devienne indépendant ?". La réponse a été sans équivoque, avec 99 % des voix pour l'indépendance des trois îles, contre 63 % à Mayotte pour le maintien dans la République. Ce référendum a définitivement scellé le destin de Mayotte et exacerbé un conflit historique entre la France et les Comores.

La situation actuelle de Mayotte reflète une forme de domination néocoloniale, marquée par des inégalités socio-économiques profondes. Bien que le référendum de 2009, suivi de son application en 2011, ait fait de Mayotte le 101^{ème} département français, de nombreuses inégalités persistent. Même si Mayotte fait désormais pleinement partie de la France, la question de la responsabilité de cette dernière dans

le développement de ce territoire demeure essentielle, d'autant plus que Mayotte détient le triste record de la pauvreté en France [...].

Lors du passage du cyclone Chido, le Premier ministre a choqué l'opinion en déclarant qu'il n'était "*pas d'usage que le Premier ministre et le président de la République quittent le territoire national en même temps*", alors même que le président était en déplacement à l'étranger. De plus, ce dernier, avec une attitude arrogante, a réaffirmé le mépris de la classe dirigeante envers

les Mahorais, les traitant de manière paternaliste : "*Vous êtes contents d'être en France, vous seriez 10 000 fois plus dans la merde. Il n'y a pas un endroit dans l'océan Indien où on aide autant les gens.*" [...]

Le projet de loi "Mayotte Debout", qui se veut une revitalisation économique, reste pour l'instant une déclaration d'intention sans tenir compte des spécificités locales ni des aspirations réelles de la population. Comment peut-on prétendre résoudre les problèmes de Mayotte sans inclure les Mahorais dans le processus décisionnel ?

L'absence de protection des populations vulnérables, qu'elles soient d'origine mahoraise ou issues de "l'immigration", est une autre réalité criante. **La France doit rendre des comptes sur la gestion de la crise actuelle.** Bien que les autorités annoncent une quarantaine de morts et autant de disparus, le bilan semble largement sous-estimé, et de nouveaux corps continuent d'être retrouvés, loin des chiffres officiels. Le monde attend une transparence totale sur la gestion de cette catastrophe humanitaire, et la population de Mayotte exige des réponses.

FRANCE

Comment l'État a-t-il pu ne pas anticiper la crise, alors que Mayotte est particulièrement exposée à de tels risques ?

Pourquoi les autorités n'ont-elles pas pris les mesures nécessaires pour protéger les populations les plus vulnérables, en particulier celles vivant dans des zones à risques ?

Les habitants de Mayotte ne demandent pas seulement à être "reconnaissants" de faire partie de la France. **Ce qu'ils réclament, c'est la possibilité de construire leur propre avenir, d'accéder à un développement réel, soutenu par des investissements intelligents, des politiques de justice sociale et un accès équitable aux services publics.** Leur avenir ne doit pas se construire sous le joug d'une gestion parisienne aveugle, mais dans une dynamique locale d'autonomie et de dignité.

La France, au lieu de minimiser les souffrances et de revendiquer un monopole sur l'aide humanitaire, devrait privilégier l'autonomie de Mayotte, en soutenant des initiatives locales et en renforçant l'autosuffisance du territoire [...].

L'histoire nous a prouvé qu'avec une gouvernance adaptée, il est possible de sortir de la précarité et de construire un modèle de développement réussi.

Mayotte peut devenir un modèle pour tous nos territoires ultramarins, à condition qu'on lui accorde les moyens nécessaires pour réussir.

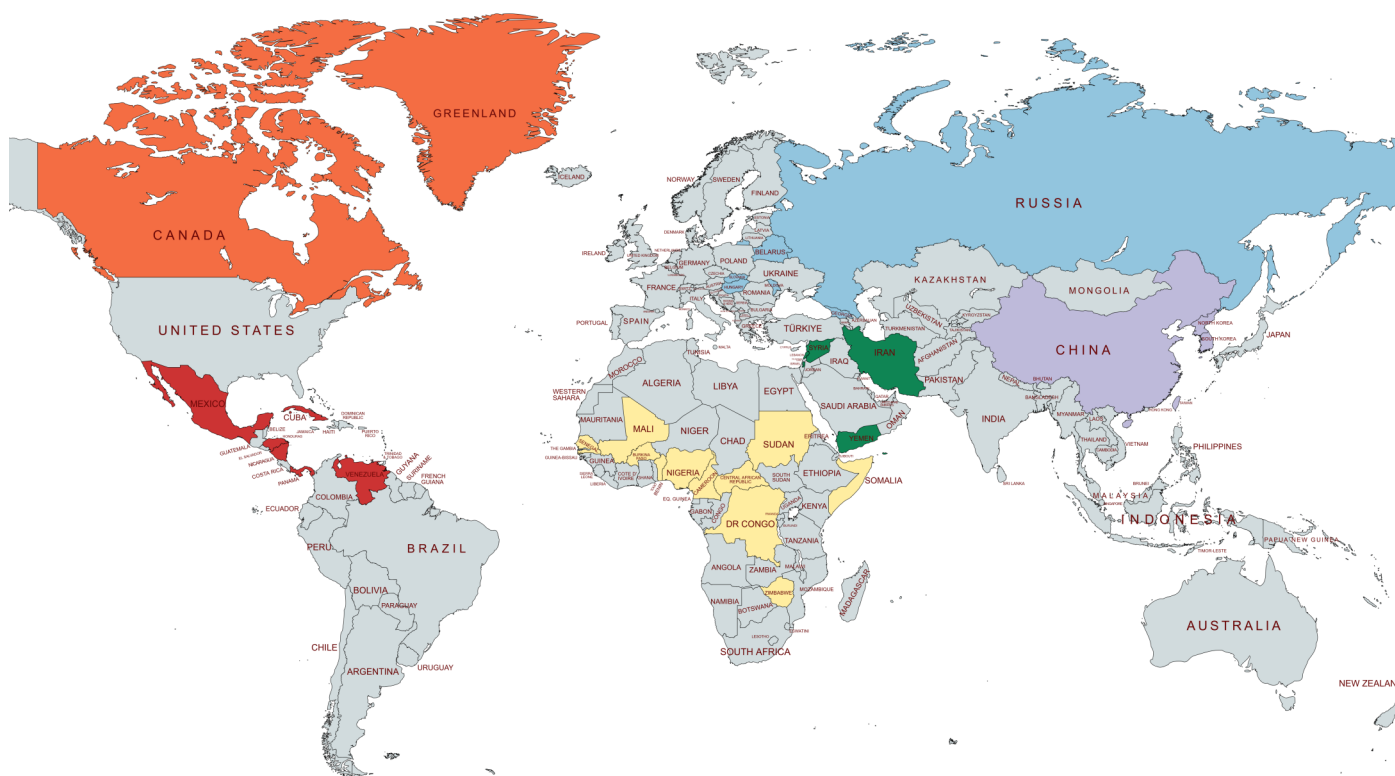
Nouriati DJAMBAE



L'article peut être lu dans son intégralité sur le site internet :

<https://ancommunistes.fr/spip.php?article7484>

Enjeux impérialistes et politique du chaos (p. 9-10)



Les grandes zones de tensions internationales :
Pays subissant des guerres ouvertes, des guerres larvées
ou soumis à des blocus de la part des puissances impérialistes ou faisant l'objet de menaces

Le Festival Mondial de l'Internationale antifasciste de Caracas



Des 8 au 13 janvier, une délégation de l'URC a participé au Festival mondial de l'Internationale antifasciste à Caracas. Ce festival fait suite au lancement en septembre 2024 de l'Internationale antifasciste. Son objectif ? Créer « une puissante structure organique mondiale qui vaincra et éliminera définitivement le fascisme, le néofascisme, le sionisme et autres expressions similaires » (1) dans un contexte de prolifération manifeste des mouvements fascistes dans le monde.

Cet important événement a réuni environ 2000 délégués internationaux venus de 125 pays : militants d'organisations politiques, d'associations, de syndicats ou de mouvements sociaux, intellectuels, artistes, etc. Durant deux jours, des tables rondes ont été organisées sur des thèmes aussi divers que le rôle des femmes et des luttes indigènes dans la construction d'un front uni contre le fascisme, la nécessité d'élaborer une communication populaire capable de contrecarrer la propagande de médias de la bourgeoisie impérialiste, la création d'une coordination mondiale des syndicats antifascistes et anti-impérialistes, ou encore le rôle des intellectuels dans la lutte contre la propagande des classes dominantes.

Organiser cet événement en même temps que la cérémonie d'investiture de Nicolas Maduro comme président du Venezuela

était éminemment symbolique. En effet, il s'agissait d'intégrer les attaques impérialistes que subit le peuple du Venezuela et sa révolution bolivarienne sur les plans tant économiques que militaires et médiatiques dans **une analyse renouvelée du fascisme comme moyen pour les élites politico-économiques occidentales et leurs alliés de surmonter une crise sans précédent, et d'empêcher leur déclin irrémédiable face à la multipolarisation de facto des relations internationales auxquelles elles sont confrontées. Afin de maintenir leur domination sur l'ensemble de la planète, ces élites n'ont d'autre choix que mettre à genoux — par l'exploitation, la violence et le racisme — tous les travailleurs et les peuples des États qui refusent cette domination.**

(suite p. 9 =>)

(1) Déclaration antifasciste de Caracas pour un nouveau monde du 28/11/2024

Ainsi, à rebours des appels fallacieux à « l'Union sacrée » contre le fascisme que voudraient nous imposer ces mêmes élites politico-économiques européennes, **c'est le lien organique entre le fascisme, l'impérialisme et, in fine, la crise du mode de production capitaliste qui est mis en lumière.** Et ce, dans le but d'affirmer haut et fort que la lutte contre le fascisme ne peut être qu'anti-impérialiste et d'agir en conséquence.

Riche en échanges et occasion d'en apprendre davantage sur le processus de la Révolution bolivarienne basée sur l'organisation du peuple en « communes », ce Festival nous a permis de découvrir une image du Venezuela bien différente de celle d'un peuple soumis à la « dictature » de Maduro, telle que la dépeignent l'intégralité des médias occidentaux dominés par les grands monopoles, mais également par une grande partie de la gauche « révolutionnaire » française (qui montre à cette occasion qu'elle n'est pas to-

talement immunisée contre leur propagande).

Il a également été une occasion pour nous de nous intégrer encore davantage dans ce mouvement si nécessaire de résistance des peuples du monde entier contre la domination capitaliste sous toutes ses formes, ainsi que de découvrir la richesse des formes inventées par les peuples en lutte pour reconquérir le pouvoir sur leurs propres existences.



Nos camarades de la délégation de l'URC à Caracas

Enjeux impérialistes et politique du chaos

L'état de la vie politique dans les pays du bloc euro-atlantique et chez leurs « protégés » apparaît désormais particulièrement lamentable. Entre cynisme, court-termisme, stérilité et agressivité, l'"Occident" a perdu toute légitimité dans les pays représentant 85 % de l'humanité, ainsi qu'auprès des travailleurs des pays du centre impérialiste. Il faut donc poser la question des grandes lignes de tension entre "l'Occident" et "le reste du monde", et des forces pouvant représenter une alternative à la marche vers la guerre mondiale, l'effondrement de la démocratie libérale, de la production et des perspectives de développement.

L'énumération des pays subissant des guerres ouvertes, des guerres larvées ou soumis à des blocus de la part des puissances impérialistes, nous permet d'apercevoir les principales lignes de fracture dans le monde (1). En Amérique latine, ce sont Cuba, le Venezuela et le Nicaragua qui sont les premiers visés, mais la nouvelle administration à Washington n'exclut pas le Mexique, le Honduras et même le Panama, voire le Canada et le Groenland. En Asie occidentale, nous pouvons énumérer l'Iran, le Yémen, la Syrie, le Liban et bien entendu la Pales-

tine. En Afrique, c'est le cas du Soudan, de la Somalie, de l'est de la RD du Congo, et des pays s'étalant de la Centrafrique au Sénégal, mais aussi du Zimbabwe. En Europe, c'est le conflit en Ukraine avec les "sanctions" visant la Biélorussie et la Russie, voire la Géorgie, la Moldavie, et même la Hongrie et la Slovaquie. En Asie orientale, les tensions sont récurrentes en mer de Chine méridionale, dans le détroit de Taïwan, en Corée, sans négliger les tentatives d'ingérence en Asie centrale et en Chine même, Xinjiang, Tibet, Hong Kong, etc. (suite p. 10 =>)

(1) Voir carte page 7

Cette agressivité témoigne de l'incapacité du capitalisme mondialisé à proposer des perspectives de progrès social et humain à la majorité de l'humanité, d'où sa fuite en avant vers l'autoritarisme et les guerres permettant d'engranger des profits rapides. Pour les USA, le défi premier se situe dans son "arrière-cour" avec leur agressivité renouvelée envers Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. En même temps, Washington et ses "protégés" européens ont un besoin vital de contrôler l'axe commercial Méditerranée-Océan/Indien-Océan Pacifique par où passe le commerce des énergies.

Ils ne peuvent donc voir qu'avec crainte l'émergence de processus d'intégration du monde arabe, des pays musulmans et de l'ensemble afro-asiatique. Ce qui explique pourquoi l'entité sioniste créée en Palestine par le colonialisme britannique et repris en main depuis par l'impérialisme étatsunien a vu ses "frontières" taillées de façon à bloquer le passage entre Méditerranée et mer Rouge, entre Asie et Afrique. **Ce qui fait de la question palestinienne le point nodal de toutes les contradictions nord-sud et est-ouest.** Les peuples solidaires de la lutte anticoloniale palestinienne ne se sont donc pas trompés dans leur "instinct de classe", mais c'est d'alternative réelle dont nous avons besoin.

Pour les optimistes, les BRICS ou l'OCS (Organisation de Coopération de Shangaï) représentent déjà cette alternative, car elle permet de desserrer l'étau de la dictature du dollar. Au vu des États membres ou associés aux BRICS, on peut penser que cette organisation a pour principal objet d'être une "police d'assurance désengagement" en cas d'effondrement du bloc dollarisé. Mais est-ce plus que cela ? C'est sans doute le cas pour certains pays s'affirmant réellement indépendants, voire révolutionnaires, comme l'Iran ou la Chine, mais peut-on en dire autant pour

l'Inde, le Brésil ou l'Arabie saoudite et les États arabes unis ? C'est donc un rapprochement potentiellement contre-hégémonique d'États ayant des systèmes sociaux et des bases de classe différentes.

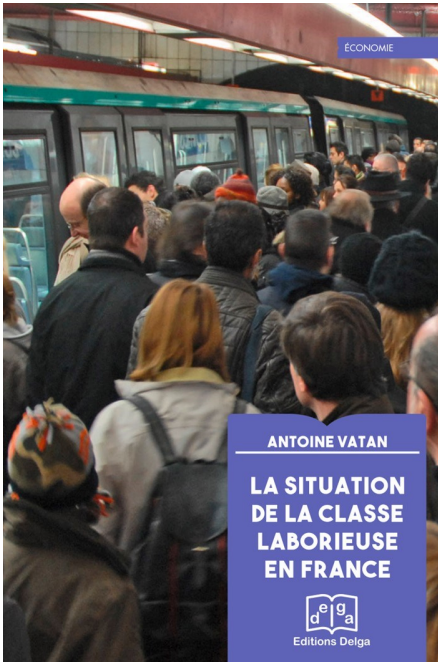
Les BRICS créent un « espace de respiration » économique, commercial, industriel, scientifique et culturel mais, pour comprendre plus à fond la situation, il faut revenir à l'analyse classique des contradictions entre classes antagoniques et non-antagoniques. Les pays susmentionnés, et beaucoup d'autres, constituent le terrain d'une contradiction entre bourgeoisies impérialistes, bourgeoisies compradores et bourgeoisies nationales. Ils jouent un rôle progressiste qui ne doit pas nous empêcher de constater le caractère ambivalent, inconséquent et opportuniste des bourgeoisies patriotiques lorsqu'elles ne subissent pas la pression des classes travailleuses et de leurs organisations politiques et syndicales. Par conséquent, seule une coalition de forces sociales et d'États liés à ces forces peut être en état de proposer des perspectives de développement à long terme sortant du système dominant en crise civilisationnelle. **Il faut donc situer les forces les plus conséquentes dans la lutte anti-impérialiste et pour la construction d'un système tendant vers la socialisation des moyens de production et d'échange.** Ce sont ces forces qui sont en état de mener la lutte conséquente contre la guerre, pour la paix, l'industrialisation et le droit au développement.

Dans le contexte actuel changeant, nous pourrions donc assister à des retournements aux dépens de régimes ayant eu des ambitions progressistes mais qui n'ont pas pu s'appuyer sur une base de classe stable, ce qu'on a déjà pu voir avec l'effondrement du Nasakom (1) indonésien à l'époque de Sukarno, des régimes "socialistes arabes" et de plusieurs gouvernements progressistes d'Amérique latine ou d'Europe orientale ayant subi des « Révolutions colorées ».

Ce sont donc les États et mouvements capables de mobiliser les masses populaires qui soulèvent l'espoir, en particulier Cuba, le Venezuela, le Nicaragua, la Palestine et le Yémen résistant, mais aussi les tendances socialistes qui se manifestent en Asie orientale.

**LE CAPITALISME
PORTE EN LUI LA GUERRE
COMME LA NÉE PORTE
L'ORAGE**
Jean Jaurès

(1) **Nasakom** : Alliance des forces nationalistes (*nasionalisme*), religieuses (*agama*) et communistes (*komunisme*)



Antoine Vatan est économiste. Il se réclame du marxisme et assume, par le titre même de son ouvrage, la référence au texte classique d'Engels.

Son ambition est de produire une analyse concrète de la situation

concrète d'aujourd'hui en France. Pour cela, il mobilise les concepts marxistes : la plus-value, le taux de profit (et sa baisse tendancielle), l'impérialisme, la concentration du capital, le taux d'exploitation, etc. Il relie toujours ces concepts à des données statistiques et factuelles pour en donner une traduction compréhensible dans le contexte de la lutte des classes d'aujourd'hui.

L'analyse des conditions réelles de l'impérialisme en France et des solidarités concrètes et objectives entre prolétaires vise pour lui deux objectifs : armer et reconstruire la conscience de classe, socle de combativité nécessaire pour mener la lutte des classes d'une part, dessiner un débouché politique vers le socialisme d'autre part en pointant les évolutions du mode de production capitaliste en France, ses forces et ses points de faiblesse.

C'est une lecture qui intéressera les militants et qui peut faire l'objet d'un travail collectif dans le cadre de formations ou simplement pour stimuler la réflexion destinée à la mise en action syndicale ou politique.

Antoine Vatan - *La situation de la classe laborieuse en France* (2022, Éditions Delga)

Intense

Intense ce que midi est à l'amitié
Demeure le parfum d'amour
Au soir venu du jour
Des étoiles la dérive complète
Où le temps même est obsolète
Emporte le monde de tempête
De guerres semées d'enfants estropiés
Hurlent en silence les cœurs brisés
Soleil rasant de l'automne
Où demande en aumône
Quelques espoirs oubliés
Il n'est que finir de vivre
Si au combat on soupire
N'omettez pas amis et camarades
Le printemps qui revient sur l'estrade
De ses mains qui pétrissent
Solidarité partage et justice

Prolétaires, organisés et outillés,
avec cette conscience de classe qui,
ni ne se monnaie, ni ne se soumet.

Cette classe opprimée, qui dit,
la guerre n'est pas une fatalité,
la paix est une lutte.

Vivre dignement et pleinement,
sur notre terre, de villes en villages,
des montagnes aux océans.

Ce qu'il est de la vie
Mon amour mon ami
Quand tu ne souris
Immense à repousser le malheur
Intense à la lutte du bonheur

LF

Mobilisation pour la libération de notre camarade Georges Ibrahim Abdallah

Nous étions nombreux le 15 novembre dernier à nous réjouir de la décision du Tribunal d'application des peines d'autoriser la libération de notre camarade à la seule condition de « quitter le territoire national et de ne plus y paraître ». Après 40 ans d'emprisonnement, le plus vieux prisonnier politique de France pouvait enfin entrevoir les lumières de la liberté. Nos mobilisations de plus en plus importantes n'ont pas été pour rien dans ce tournant, selon l'argumentaire même de la décision de justice. La joie et l'espoir de la libération de notre camarade furent cependant rapidement déçus par la décision du parquet anti-terroriste de faire appel de la décision. La Cour d'appel s'est réunie en audience non-publique le 19 décembre et a décidé de ne rendre sa sentence que le 20 février prochain.

« On est retombé en arrière de dix ans » déclare l'avocat de Georges Ibrahim Abdallah en sortant de l'audience du 19 décembre. Lors de celle-ci, en effet, le parquet a repris l'ensemble des arguments des États-Unis pour s'opposer à la libération de notre camarade. Washington n'a, bien entendu, jamais cessé de faire pression sur l'État français pour qu'il maintienne notre camarade en prison. Pour ne prendre qu'un exemple, citons ce courrier daté du 11 janvier 2013 de la secrétaire du département d'Etat états-unien, Hillary Clinton, au ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, publié par Wikileaks : « Bien que le gouvernement français ne soit pas légalement autorisé à annuler la décision de la Cour d'appel, nous espérons que les autorités françaises pourront trouver une autre base pour contester la légalité de la décision. » Un État étranger demande nettement à un ministre français de violer l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Les pressions internationales continuent donc de plus belle pour maintenir Georges Ibrahim Abdallah en prison. Celui qui est devenu un symbole de la résistance à l'impérialisme est ainsi l'objet d'un acharnement politique des États-Unis et d'Israël mais aussi du gouvernement français. Comme le déclarait, lucide, notre camarade le 14 novembre dernier, nous sommes sans aucun doute face à une décision politique : **« Je suis évidemment et surtout victime d'une décision politique ; si je suis libéré, à leurs yeux, cela représenterait une victoire des opposants à Israël. »**



Au moment où l'impérialisme n'hésite plus à soutenir un génocide en Palestine, à agresser la nation libanaise et à balkaniser la nation syrienne, le combat pour la libération de notre camarade revêt plus que jamais une importance de premier plan.

La seule réponse à apporter à cet énième stratagème pour maintenir Georges Abdallah en prison est de multiplier nos mobilisations. En nous rappelant cette vieille leçon des luttes populaires : **« Seuls sont perdus d'avance les combats qui ne sont pas menés. »**

**« Il est de nos luttes. Nous sommes de son combat.
Libérez George Abdallah »**